

**Assemblée générale extraordinaire du Credit Suisse  
Zurich, 18 mai 2017**

**Discours de Tidjane Thiam  
Chief Executive Officer**

Je vous remercie, Monsieur le Président.

Chers actionnaires,

Merci de votre participation à l'Assemblée de ce matin.

Après les propos de notre Président, je voudrais, dans ma présentation à votre intention, me concentrer sur trois thèmes.

Je voudrais:

- premièrement, dire quelques mots sur notre **stratégie**;
- deuxièmement, vous parler de notre **performance** et des progrès que nous avons faits et que nous continuons à faire dans la mise en œuvre de cette stratégie; et
- enfin, troisièmement, vous livrer quelques commentaires sur notre plan de capital et vous parler de l'émission de droits que nous proposons.

Permettez-moi donc de commencer par quelques mots sur **notre stratégie**.

Notre stratégie est simple: nous voulons être un gestionnaire de fortune de premier plan, doté de solides compétences en investment banking et soutenu par une solide gestion des risques et par des contrôles stricts.

Dans nos activités de gestion de fortune, nous offrons des prestations ainsi que des services de soutien spécifiques à nos clients Ultra-High Net Worth. Tant dans les économies matures que dans les pays émergents, les entrepreneurs créent de la valeur tous les jours.

Et c'est pour nous une tradition de longue date de les aider à la fois à développer leurs activités et à gérer leur fortune. Nous sommes la «banque des entrepreneurs». C'est là un facteur essentiel de notre stratégie, qui génère de solides résultats, comme je vais vous le montrer dans quelques minutes.

Il y a plusieurs aspects de cette stratégie que je voudrais mettre en évidence:

Nous voulons réaliser une **croissance rentable et conforme** dans toutes nos activités de gestion de fortune de la Swiss Universal Bank, d'International Wealth Management et d'Asia Pacific;

Nous voulons rendre le Credit Suisse plus **résistant** en réduisant sensiblement nos coûts fixes pour pouvoir faire face à l'inévitable volatilité de l'économie mondiale et des marchés, qui se manifeste de temps à autre;

Nous sommes en train de résoudre un certain nombre de **problèmes importants hérités du passé**, qui ont entravé notre développement; et

Nous voulons nous assurer que le Credit Suisse dispose en permanence d'une **très bonne capitalisation** afin de conserver la confiance de nos actionnaires, de nos clients et de nos parties prenantes, et de faire face aux incertitudes et à la volatilité dans le monde.

S'agissant des **progrès** que nous avons accomplis, je vous propose de commencer par notre croissance en 2016.

Nous avons réalisé une **croissance rentable**:

Nos affaires de gestion de fortune au sein de la Swiss Universal Bank, d'International Wealth Management et d'Asia Pacific ont généré des afflux nets de nouveaux capitaux parmi les meilleurs de la branche, de **29,3 milliards<sup>1</sup> de francs en 2016**.

Et ces forts afflux de capitaux, qui sont un moyen important pour mesurer la performance d'un gestionnaire de fortune, se sont poursuivis au premier trimestre 2017.

Les afflux nets de nouveaux capitaux dans nos affaires de gestion de fortune ont atteint 12,0 milliards<sup>1</sup> de francs à la fin du premier trimestre 2017.

Outre la croissance, que nous venons d'évoquer, j'ai également rappelé que nous voulions renforcer la **résistance** de la banque tout au long du cycle en réduisant notre base de coûts fixes.

Nous avons donc commencé en 2016 à mettre en œuvre un grand programme de réduction des coûts et avons déjà enregistré des progrès considérables.

<sup>1</sup> Les chiffres indiqués pour les nouveaux capitaux nets de la gestion de fortune sont dérivés de la combinaison des nouveaux capitaux nets des activités de la clientèle privée de la Swiss Universal Bank, des activités de private banking d'International Wealth Management et des activités de private banking d'Asia Pacific au sein de Wealth Management & Connected.

En 2016, nous avons été en mesure de réduire notre base de coûts fixes de 1,9 milliard<sup>2</sup> de francs. Ce qui signifie une réduction de notre base de charges d'exploitation totales adaptée\* de 21,2 milliards de francs fin 2015 à 19,4 milliards<sup>3</sup> de francs.

Nous avons réalisé cette diminution substantielle tout en investissant dans les activités de croissance et en améliorant notre cadre de contrôle pour l'ensemble du Groupe.

Et nous avons maintenu le rythme en 2017.

Au premier trimestre 2017, nos charges d'exploitation totales adaptées\* se sont chiffrées à 4,6 milliards de francs, c'est-à-dire le niveau le plus bas enregistré pour un trimestre au cours des quatre dernières années.

Au-delà de la réduction de nos coûts totaux, que je viens de décrire, nous estimons que l'évolution de nos charges d'exploitation non liées aux salaires sur une base adaptée\*, c'est-à-dire nos coûts sans les frais de personnel<sup>4</sup>, est un bon moyen de mesurer les progrès que nous accomplissons dans la réduction de notre base de coûts fixes. Ces dépenses ont baissé de 15% en glissement annuel et de 13% en glissement trimestriel, à taux de change constants.

La hausse des revenus associée à une baisse des coûts démontre que nous sommes en train d'accroître notre levier d'exploitation. Nous pensons que cette exécution disciplinée soutient notre restructuration.

Pour que les progrès que nous enregistrons sur les revenus et les coûts portent vraiment leurs fruits, il est important pour nous de régler efficacement les problèmes hérités du passé, qui ont constitué un poids considérable dans notre cas, et entravé notre performance.

Ces affaires anciennes relèvent de deux domaines en particulier:

- (i) d'une part, les activités que nous avons abandonnées, puis regroupées dans une unité non stratégique et
- (ii) d'autre part, les litiges résultant d'activités du passé.

Pour mener à bien notre restructuration, nous avons décidé de créer une division non stratégique, séparée et autonome, que nous appelons la Strategic Resolution Unit, ou SRU. Sa mise en place en tant qu'unité séparée s'est révélée un moyen efficace de diminuer l'endettement et les risques des affaires héritées du passé pour le Groupe.

<sup>2</sup> se rapporte aux réductions de coûts nettes adaptées\* à taux de change constants.

<sup>3</sup> à taux de change constants

<sup>4</sup> se rapporte aux rémunérations et indemnités.

Fin 2015, la SRU regroupait plus de 70 milliards de dollars d'actifs pondérés en fonction des risques. Depuis lors, nous avons été en mesure de réduire ces actifs<sup>5</sup> de plus de 50%. Nous avons également réussi à diminuer de plus de 50% l'exposition à l'endettement, une autre mesure du risque. Et les charges d'exploitation totales adaptées\* ont baissé de 55% en glissement annuel au premier trimestre 2017.

Fait fondamental, nous avons pu réduire la taille de notre unité de restructuration de moitié en 12 mois.

En raison des progrès réalisés, nous avons annoncé le 26 avril dernier que nous serions en mesure de liquider notre unité de restructuration d'ici à fin 2018, 12 mois en avance sur le calendrier.

Il s'agit là d'une étape cruciale dans la restructuration du Credit Suisse: lorsque nous fermerons la SRU, nous aurons en principe terminé cette restructuration, et nous pourrions nous concentrer sur la croissance de nos principales activités dans toutes les régions et générer un rendement fort au fil du temps.

Quant aux **litiges** liés à nos activités passées, ils constituent l'autre volet important des dossiers hérités. Comme vous le savez, nous sommes parvenus début 2017 à un accord avec le Département américain de la Justice concernant les affaires de titres garantis par des créances hypothécaires résidentielles héritées du passé. Cette affaire concernait des activités remontant pour l'essentiel aux années 2005, 2006 et 2007.

La résolution de ce problème était cruciale pour nous, car elle a mis fin à une source d'incertitude majeure, pesant en particulier sur la planification du capital pour l'avenir.

L'an dernier, nous avons déployé d'importants efforts pour améliorer nos ratios de fonds propres afin qu'ils se trouvent dans une fourchette raisonnable, même après l'absorption de cette lourde amende. Nous avons clôturé 2016 avec un Look-through common equity tier 1 ratio (ou CET1) de 11,5% et un Look-through CET1 leverage ratio de 3,2%, après le règlement avec le Département américain de la Justice.

Les progrès que nous avons réalisés tant dans l'amélioration de la performance d'exploitation de la banque que dans la liquidation des questions héritées du passé nous donnent désormais une meilleure visibilité sur notre avenir, nous plaçant en bonne position pour passer à l'étape suivante de notre plan de capital.

Lorsque nous avons présenté notre stratégie en octobre 2015, nous avons dit que nous aurions besoin de 9 à 11 milliards de francs de capital sur la période de 2015 à 2017 afin de mener à bien la restructuration du Credit Suisse.

<sup>5</sup> actifs pondérés des risques, à l'exclusion des risques opérationnels.

Grâce à votre soutien, nous avons réalisé avec succès une augmentation de capital de 6 milliards de francs fin 2015 et renforcé ainsi de manière significative notre capitalisation.

Et surtout, nous avons pu ainsi lancer rapidement en 2016 la restructuration dont la banque avait besoin pour améliorer ses perspectives à long terme. Et réaliser 1,9 milliard<sup>2</sup> de francs de réductions de coûts, comme je l'ai souligné au début de ma présentation.

En outre, nous avons été en mesure de procéder en 2016 à des cessions d'actifs, des ventes d'immeubles et d'autres actes de gestion à hauteur d'environ 1 milliard de francs. L'an dernier, nous avons également réussi à générer des capitaux en interne par:

- (i) le redimensionnement de nos activités de négoce et de marché au sein de la division Global Markets; et
- (ii) la vente d'actifs non stratégiques et des clôtures de positions dans la SRU.

Nous savions depuis le début que le potentiel de nouvelles réductions réalisables dans Global Markets ou la SRU serait nettement plus limité après 2016 et nous avons donc prévu de **lever des capitaux en externe** à hauteur de 2 à 4 milliards de francs au second semestre de 2017.

Une des options possibles était de recourir à une IPO partielle (20-30%) de notre entité juridique suisse, Credit Suisse (Schweiz) AG, que nous avons donc intégrée dans notre plan de capital initial.

Suite à l'accord trouvé en début d'année avec le Département américain de la Justice, qui écartait désormais une source d'incertitude majeure, nous avons déclaré que nous étudierions un large éventail d'options pour déterminer celle qui aurait le rapport risque-rendement le plus intéressant pour nos actionnaires.

Après une analyse complète et détaillée, le Directoire a recommandé au Conseil d'administration du Groupe une augmentation de capital par le biais d'une offre de droits entièrement souscrite d'environ 4 milliards<sup>6</sup> de francs comme étant la meilleure solution pour le Credit Suisse.

Le Conseil d'administration a décidé de poursuivre cette option et, ce faisant, de garder la pleine propriété de notre précieuse banque suisse.

Permettez-moi de prendre quelques minutes pour vous expliquer maintenant l'utilisation que nous comptons faire des produits de l'offre de droits de souscription proposée.

Aujourd'hui, nous vous demandons votre soutien afin de garantir que notre banque reste solide et bien capitalisée.

<sup>6</sup> reflète les produits approximatifs nets de frais, dépenses et taxes. Sans l'émission de nouvelles actions résultant de l'exercice de droits liés à des actions reçues dans le cadre d'un dividende optionnel.

Avec votre soutien, nous avons l'intention de continuer à investir dans la croissance des activités à rendement élevé de la Swiss Universal Bank, d'International Wealth Management, de nos affaires Wealth Management & Connected dans Asia Pacific, ainsi que de nos activités Investment Banking & Capital Markets.

Au premier trimestre 2017, nous avons affiché des rendements largement supérieurs aux coûts du capital dans toutes ces activités.

- Nous avons enregistré notre cinquième trimestre consécutif de croissance du bénéfice avant impôts adapté\* en glissement annuel pour la Swiss Universal Bank et réalisé un rendement des fonds propres<sup>7</sup> de 15%;
- Nous avons augmenté le rendement des fonds propres<sup>7</sup> de 23% à fin 2016, à 26% au sein d'International Wealth Management;
- Nous avons réalisé une croissance en rythme annuel de 67% du bénéfice avant impôts adapté\* dans les affaires Wealth Management & Connected d'Asia Pacific; le rendement des fonds propres<sup>7</sup> a atteint 31%;
- Nous avons généré une progression des revenus de 60% en glissement annuel dans nos affaires globales d'émission et de conseil<sup>8</sup>; Investment Banking & Capital Markets a connu son meilleur premier trimestre en termes de génération de bénéfices depuis 2013 et enregistré un rendement des fonds propres<sup>7</sup> de 23%; et
- Parallèlement, nous avons continué à investir dans le renforcement de notre gestion des risques et de nos fonctions de conformité pour garantir une croissance qualitative et conforme. Par exemple, nous avons augmenté nos dépenses en matière de conformité de 64 millions de francs au premier trimestre 2015, à 118 millions de francs au premier trimestre 2017, soit une hausse de 84% en deux ans.

Nous avons l'intention de continuer à allouer du capital à ces activités à l'avenir afin de générer à terme des rendements de qualité, à la fois attractifs et durables.

Concernant notre division Global Markets, nous avons réalisé un rendement des fonds propres<sup>7</sup> de 10% au premier trimestre 2017. Et au fil du temps, nous espérons aboutir à un rendement des fonds propres<sup>7</sup> de 10% à 15%.

Nous sommes satisfaits de la performance de Global Markets, et nous restons attachés à notre plafond de 60 milliards de dollars en termes d'actifs pondérés en fonction des risques et à notre plafond d'endettement de 290 milliards de dollars: nous n'avons pas l'intention de dépasser ces paramètres pour la division.

<sup>7</sup> se réfère au rendement des fonds propres réglementaires adapté\*. Les fonds propres réglementaires sont calculés comme étant le chiffre le plus défavorable entre 10% des actifs pondérés en fonction des risques et 3,5% de l'exposition à l'endettement. Le rendement des fonds propres réglementaires est calculé en utilisant le bénéfice après impôts (adapté) dans l'hypothèse d'un taux d'imposition de 30% ainsi que le capital alloué sur la base du chiffre le plus défavorable entre 10% des actifs pondérés en fonction des risques moyens et 3,5% de l'exposition à l'endettement moyenne. Pour les affaires Markets au sein de la division APAC ainsi que pour les divisions Global Markets et Investment Banking & Capital Markets, le rendement des fonds propres réglementaires est exprimé en dollars.

<sup>8</sup> Produits globaux bruts des affaires de conseil et d'émission d'obligations et d'actions ayant été générés dans toutes les divisions avant l'application des accords de partage des produits entre les divisions.

En plus de nos investissements dans la croissance, nous utiliserons les produits de cette augmentation de capital pour achever la restructuration du Groupe.

Nous nous attendons à ce que l'augmentation de capital renforcera la résistance de notre bilan dans l'intérêt de nos clients et des autres parties prenantes.

Nous pensons que l'amélioration de nos ratios de fonds propres positionnera le Credit Suisse parmi les banques les mieux capitalisées de notre groupe de référence européen et le mettra en totale conformité avec les exigences réglementaires suisses «Too big to fail», qui entreront pleinement en vigueur d'ici à 2020.

Voilà maintenant 18 mois que nous avons initié la mise en œuvre de notre plan à trois ans: nos récents résultats financiers attestent des progrès significatifs que nous avons accomplis.

L'augmentation de capital que nous proposons aujourd'hui constitue une opportunité majeure pour notre Groupe.

Une augmentation de capital de 4 milliards<sup>6</sup> de francs nous permettra de satisfaire nos engagements ainsi que les exigences réglementaires.

Elle renforcera notre bilan, nous donnera les moyens de poursuivre notre restructuration et surtout d'exécuter nos plans de croissance avec succès.

En fin de compte, nous sommes convaincus qu'elle soutiendra la création de valeur à long terme pour vous, chers actionnaires.

Je vous remercie bien sincèrement pour votre attention.

Meine Damen und Herren, ich danke Ihnen nochmals für Ihre geschätzte Teilnahme und Ihre Aufmerksamkeit.

### Important Information

\* Adjusted results are non-GAAP financial measures. For a reconciliation of the adjusted results to the most directly comparable US GAAP measures, see "Reconciliation of adjustment items" below.

We may not achieve all of the expected benefits of our strategic initiatives. Factors beyond our control, including but not limited to the market and economic conditions, changes in laws, rules or regulations and other challenges discussed in our public filings, could limit our ability to achieve some or all of the expected benefits of these initiatives.

In particular, "illustrative", "ambition", "outlook" and "goal" or similar terms are not intended to be viewed as targets or projections, nor are they considered to be Key Performance Indicators. All such illustrations, ambitions and goals are subject to a large number of inherent risks, assumptions and uncertainties, many of which are completely outside of our control. Accordingly, this information should not be relied on for any purpose. We do not intend to update these illustrations, ambitions or goals.

In preparing this document, management has made estimates and assumptions that affect the numbers presented. Actual results may differ. Annualized numbers do not take account variations in operating results, seasonality and other factors and may not be indicative of actual, full-year results. Figures throughout this document may also be subject to rounding adjustments.

As of January 1, 2013, Basel 3 was implemented in Switzerland along with the Swiss "Too Big to Fail" legislation and regulations thereunder (in each case, subject to certain phase-in periods). As of January 1, 2015, the Bank for International Settlements (BIS) leverage ratio framework, as issued by the Basel Committee on Banking Supervision (BCBS), was implemented in Switzerland by FINMA. Our related disclosures are in accordance with our interpretation of such requirements, including relevant assumptions. Changes in the interpretation of these requirements in Switzerland or in any of our assumptions or estimates could result in different numbers from those shown in this media release.

Unless otherwise noted, leverage exposure is based on the BIS leverage ratio framework and consists of period-end balance sheet assets and prescribed regulatory adjustments. Beginning in 2015, the Swiss leverage ratio is calculated as Swiss total capital, divided by period-end leverage exposure. The look-through BIS tier 1 leverage ratio and CET1 leverage ratio are calculated as look-through BIS tier 1 capital and CET1 capital, respectively, divided by end-period leverage exposure.

When we refer to Wealth Management focused divisions in this document, we mean Swiss Universal Bank, International Wealth Management and Asia Pacific. References to the Wealth Management businesses within these divisions refer to the Swiss Universal Bank Private Clients business, the International Wealth Management Private Banking business and the Asia Pacific Private Banking business within Wealth Management & Connected.

### Cautionary statement regarding forward-looking statements

This document contains forward-looking statements that involve inherent risks and uncertainties, and we might not be able to achieve the predictions, forecasts, projections and other outcomes we describe or imply in forward-looking statements. A number of important factors could cause results to differ materially from the plans, objectives, expectations, estimates and intentions we express in these forward-looking statements, including those we identify in "Risk factors" in our Annual Report on Form 20-F for the fiscal year ended December 31, 2016 and in "Cautionary statement regarding forward-looking information" in our first quarter 2017 Financial Report filed with the US Securities and Exchange Commission, and in other public filings and press releases. We do not intend to update these forward-looking statements except as may be required by applicable law.

### Reconciliation of adjustment items



Adjusted results are non-GAAP financial measures that exclude goodwill impairment and certain other revenues and expenses included in our reported results. Management believes that adjusted results provide a useful presentation of our operating results for purposes of assessing our Group and divisional performance over time, on a basis that excludes items that management does not consider representative of our underlying performance. Provided below is a reconciliation of our adjusted results to the most directly comparable US GAAP measures.

	<b>CS Group</b> in CHF mn.					<b>SUB</b> in CHF mn.	<b>IWM</b> in CHF mn.	<b>APAC Mkts</b> in USD mn. = CHF mn.	<b>APAC WM&amp;C</b> in CHF mn.	<b>IBCM</b> in USD mn.	<b>GM</b> in USD mn.
	1Q17	4Q16	1Q16	2016	2015						
<b>Net revenues reported</b>	<b>5,534</b>	<b>5,181</b>	<b>4,638</b>	<b>20,323</b>	<b>23,797</b>	<b>1,354</b>	<b>1,221</b>	<b>293</b>	<b>589</b>	<b>608</b>	<b>1,615</b>
Fair value on own debt	-	-	-	-	(298)	-	-	-	-	-	-
Real estate gains	-	(78)	-	(424)	(95)	-	-	-	-	-	-
(Gains)/losses on business sales	(15)	2	56	58	(34)	-	-	-	-	-	-
<b>Net revenues adjusted</b>	<b>5,519</b>	<b>5,105</b>	<b>4,694</b>	<b>19,957</b>	<b>23,370</b>	<b>1,354</b>	<b>1,221</b>	<b>293</b>	<b>589</b>	<b>608</b>	<b>1,615</b>
<b>Provision for credit losses</b>	<b>53</b>	<b>75</b>	<b>150</b>	<b>252</b>	<b>324</b>	<b>10</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>5</b>
<b>Total operating expenses reported</b>	<b>4,811</b>	<b>7,309</b>	<b>4,972</b>	<b>22,337</b>	<b>25,895</b>	<b>940</b>	<b>928</b>	<b>347</b>	<b>384</b>	<b>453</b>	<b>1,292</b>
Goodwill impairment	-	-	-	-	(3,797)	-	-	-	-	-	-
Restructuring expenses	(137)	(49)	(255)	(540)	(355)	(52)	(36)	(15)	(4)	(2)	(20)
Major litigation provisions	(97)	(2,401)	-	(2,707)	(820)	(27)	-	-	-	-	-
<b>Total operating expenses adjusted</b>	<b>4,577</b>	<b>4,859</b>	<b>4,717</b>	<b>19,090</b>	<b>20,923</b>	<b>861</b>	<b>892</b>	<b>332</b>	<b>380</b>	<b>451</b>	<b>1,272</b>
<b>Pre-tax income/(loss) reported</b>	<b>670</b>	<b>(2,203)</b>	<b>(484)</b>	<b>(2,266)</b>	<b>(2,422)</b>	<b>404</b>	<b>291</b>	<b>(54)</b>	<b>201</b>	<b>149</b>	<b>318</b>
Total adjustments	219	2,374	311	2,881	4,545	79	36	15	4	2	20
<b>Pre-tax income/(loss) adjusted</b>	<b>889</b>	<b>171</b>	<b>(173)</b>	<b>615</b>	<b>2,123</b>	<b>483</b>	<b>327</b>	<b>(39)</b>	<b>205</b>	<b>151</b>	<b>338</b>

Our cost savings program is measured using adjusted operating expenses at constant FX rates. "Adjusted operating expenses at constant FX rates" and "adjusted non-compensation operating expenses at constant FX rates" include adjustments as made in all our disclosures for restructuring expenses, major litigation expenses and a goodwill impairment taken in 4Q15 as well as adjustments for certain accounting changes (which had not been in place at the launch of the cost savings program), debit valuation adjustments (DVA) related volatility and for FX, applying the following main currency exchange rates for 1Q15: USD/CHF 0.9465, EUR/CHF 1.0482, GBP/CHF 1.4296, 2Q15: USD/CHF 0.9383, EUR/CHF 1.0418, GBP/CHF 1.4497, 3Q15: USD/CHF 0.9684, EUR/CHF 1.0787, GBP/CHF 1.4891, 4Q15: USD/CHF 1.0010, EUR/CHF 1.0851, GBP/CHF 1.5123, 1Q16: USD/CHF 0.9928, EUR/CHF 1.0941, GBP/CHF 1.4060, 2Q16: USD/CHF 0.9756, EUR/CHF 1.0956, GBP/CHF 1.3845, 3Q16: USD/CHF 0.9728, EUR/CHF 1.0882, GBP/CHF 1.2764, 4Q16: USD/CHF 1.0101, EUR/CHF 1.0798, GBP/CHF 1.2451, 1Q17: USD/CHF 0.9963, EUR/CHF 1.0670, GBP/CHF 1.2464. These currency exchange rates are unweighted, i.e. a straight line average of monthly rates. We apply this calculation consistently for the periods under review. Adjusted non-compensation expenses are adjusted operating expenses excluding compensation and benefits. To calculate adjusted non-compensation expenses at constant FX rates, we subtract compensation and benefits (adjusted at constant FX rates in the manner described above) from adjusted operating expenses at constant FX rates.

### Abbreviations

APAC – Asia Pacific; DOJ – US Department of Justice; FX – foreign exchange; IBCM – Investment Banking & Capital Markets; Initial Public Offering – IPO; IWM – International Wealth Management; RoRC – return on regulatory capital; RMBS – residential mortgage-backed securities; RWA – risk-weighted assets; SRU – Strategic Resolution Unit; SUB – Swiss Universal Bank; WM&C – Wealth Management & Connected

### Important note

This document, and the information contained herein, is not an offer to sell or a solicitation of offers to purchase or subscribe for securities of Credit Suisse Group AG. This document is not a prospectus within the meaning of article 652a of the Swiss Code of Obligations, nor is it a listing prospectus as defined in the listing rules of SIX Swiss Exchange AG or of any other exchange or regulated trading facility in Switzerland or a prospectus or offering document under any other applicable laws. Copies of this document may not be sent to jurisdictions, or distributed in or sent from jurisdictions, in which this is barred or prohibited by law. The information contained herein shall not

constitute an offer to sell or the solicitation of an offer to buy, in any jurisdiction in which such offer or solicitation would be unlawful prior to registration, exemption from registration or qualification under the securities laws of any jurisdiction.

This document, and the information contained herein, is not for publication or distribution into the United States of America and should not be distributed or otherwise transmitted into the United States or to, or for the account or benefit of, U.S. persons (as defined in Regulation S under the U.S. Securities Act of 1933, as amended (the "Securities Act")) or publications with a general circulation in the United States. This document does not constitute an offer or invitation to subscribe for or to purchase any securities in the United States of America. The securities referred to herein have not been and will not be registered under the Securities Act, or the laws of any state and may not be offered or sold in the United States of America absent registration or an exemption from registration under Securities Act. There will be no public offering of the securities in the United States of America.

The information contained herein does not constitute an offer of securities to the public in the United Kingdom. No prospectus offering securities to the public will be published in the United Kingdom. This document is only being distributed to and is only directed at (i) persons who are outside the United Kingdom or (ii) investment professionals falling within article 19(5) of the Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005 (the "Order") or (iii) persons who are members or creditors of certain bodies corporate falling within article 43(2) of the Order or (iv) high net worth entities, and other persons to whom it may lawfully be communicated, falling within article 49(2)(a) to (d) of the Order (all such persons together being referred to as "relevant persons"). The securities are only available to, and any invitation, offer or agreement to subscribe, purchase or otherwise acquire such securities will be engaged in only with, relevant persons. Any person who is not a relevant person should not act or rely on this document or any of its contents.

Any offer of securities to the public that may be deemed to be made pursuant to this communication in any EEA Member State that has implemented Directive 2003/71/EC (as amended, including by Directive 2010/73/EU, and including any applicable implementing measures in any Member State, the "Prospectus Directive") is only addressed to qualified investors in that Member State within the meaning of the Prospectus Directive.